

Coût hallucinant de l'immigration aux Pays bas... et en France !

écrit par Jean-Paul Saint-Marc | 5 décembre 2023

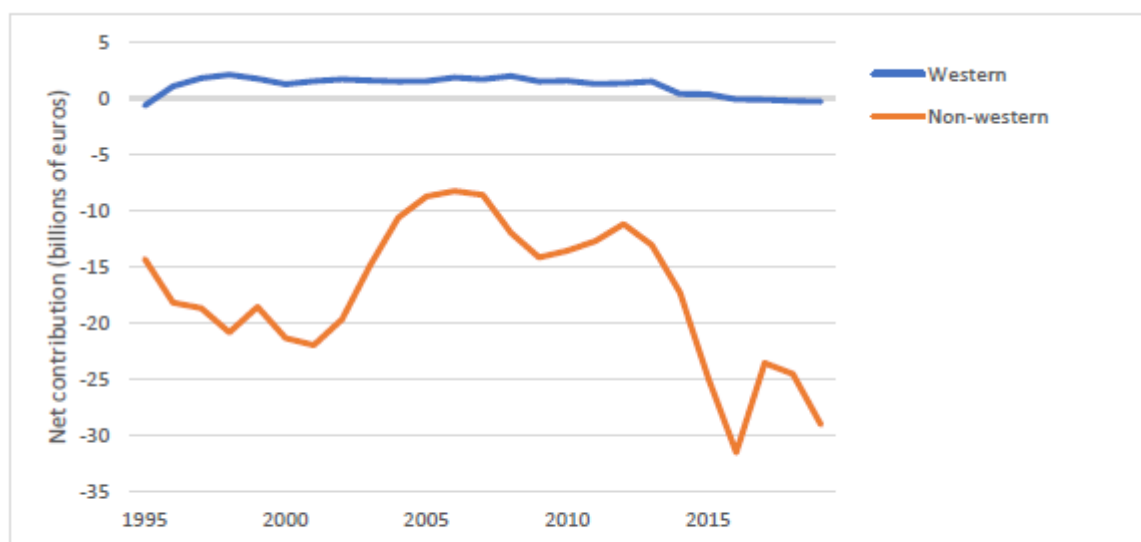


Figure 7.2 Net contribution of first-generation immigrants and their children by region of origin, allocated to the year of immigration, 1995-2019. Source: Our own calculation based on Statistics Netherlands StatLine and Statistics Netherlands microdata.

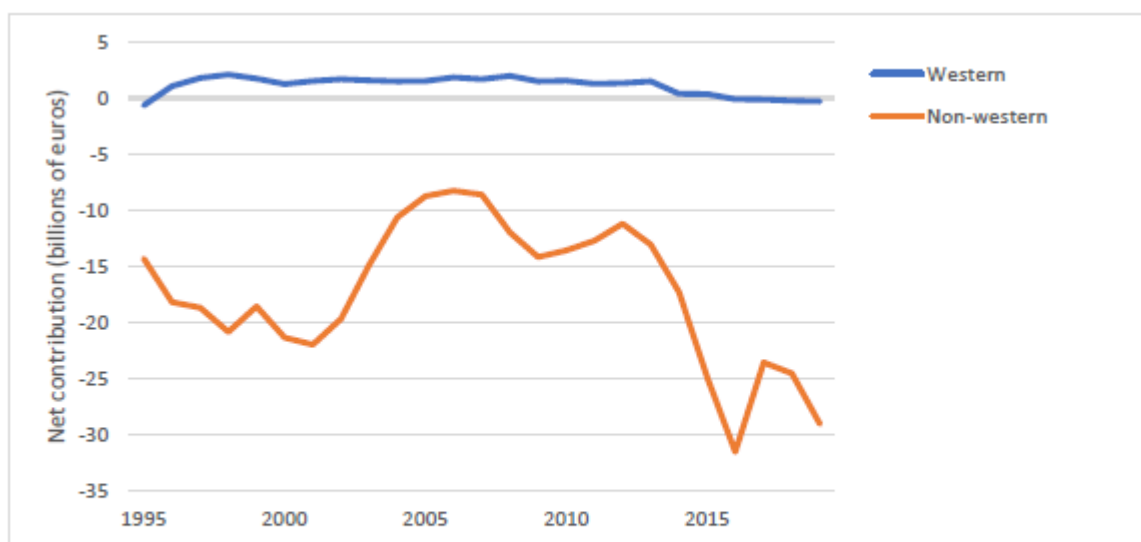


Figure 7.2 Net contribution of first-generation immigrants and their children by region of origin, allocated to the year of immigration, 1995-2019. Source: Our own calculation based on Statistics Netherlands StatLine and Statistics Netherlands microdata.

Coût par année -1995/2019- de l'immigration, en bleu immigration occidentale pratiquement équilibrée, en rouge extra-

occidentale continuent déficitaire et tendant à s'aggraver (le max en 2016 avec 32 milliards €).

A nouveau, les Pays Bas nous informent sur le comportement de l'immigration, cette fois-ci sur « sa participation à la richesse du pays ».

Et comme je l'ai formulé il y a peu, pourquoi en France cela serait-il différent, alors que la France, peut-être même plus que les Pays Bas, les avantages sociaux sont le motif d'immigration par excellence ?

Mêmes causes, mêmes effets... généralement !

Quatre scientifiques présentent le résultat de leur étude sur le sujet, d'une part dans un résumé dont la traduction ci-dessous, plus précisément dans un rapport :

<https://media.joomeo.com/original/656de2ca9bdbb.pdf>

Connaissances scientifiques sur l'immigration pour le grand public.

Traduction web.

L'État-providence sans frontières

Les Pays-Bas ont un État providence complet. Un État providence est basé sur le principe de l'assurance. Elle s'articule autour de la solidarité mutuelle au sein d'un groupe de personnes, en l'occurrence les résidents d'un pays. Un tel système doit avoir des limites. Il ne faut pas que trop d'immigrants puissent entrer et utiliser plus de bien-être qu'ils n'y contribuent. Selon Milton Friedman, "Vous ne pouvez pas simultanément avoir une immigration gratuite et un État providence".

Aux Pays-Bas, cependant, il semble plus que probable que nous “ ayons simultanément une immigration gratuite et un État providence ”. En fait, au cours des 10 dernières années, les Pays-Bas ont enregistré un solde migratoire plus élevé en pourcentage de la population qu'un pays d'immigration classique comme les États-Unis. Nous avons quelque chose qui ne peut pas durer : un État providence sans frontières “ ”.

Coûts et avantages de l'immigration

Le rapport *État-providence sans frontières* calcule les coûts et les avantages nets de l'immigration. Cela se fait sur la base de données personnelles anonymisées très détaillées des 17+ millions de résidents des Pays-Bas. Le rapport distingue par région d'origine et motif d'immigration (travail, études, asile et migration familiale). Il examine également le rôle de la performance scolaire et du niveau d'éducation.

Les analyses révèlent une image stupéfiante. Quelques groupes de migrants contribuent considérablement au trésor néerlandais, mais en moyenne l'immigration coûte au trésor beaucoup d'argent en termes nets. La migration d'asile en particulier coûte une énorme somme d'argent, mais la migration familiale et même certaines formes d'études et de migration de main-d'œuvre le sont aussi.

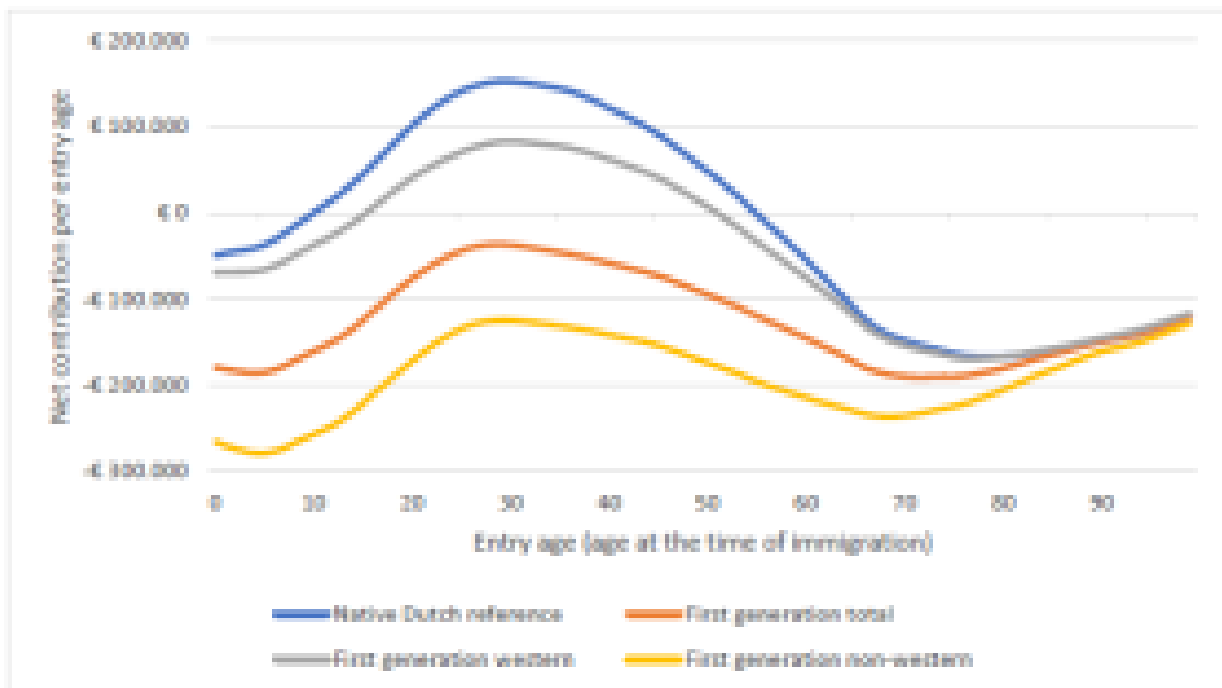


Figure 4.3 Net contribution by entry age for first-generation immigrants, total and broken down by Western and non-Western and for hypothetical immigrants with the characteristics of the average native Dutch person (referred to as 'native Dutch reference'). Source: our own calculation based on Statistics Netherlands StatLine and Statistics Netherlands microdata.

Coût moyen de l'immigration par individu selon leur origine et leur âge (ci-dessus).

Aimant d'intégration inversé

L'immigration actuelle sape l'État-providence néerlandais. Cet État providence s'avère être un aimant d'intégration inversé auquel les immigrants mal intégrés en particulier sont liés, tandis que les immigrants performants, au contraire, quittent souvent les Pays-Bas rapidement. Si la politique reste inchangée, l'État-providence s'effondrera progressivement sous la pression des coûts croissants.

Intégration et distance culturelle

C'est plus qu'un simple aspect financier (*Voir l'illustration en tête d'article*). Les coûts nets élevés signifient une mauvaise intégration dans de nombreux domaines tels que le travail, le revenu, les prestations, les soins de santé,

l'éducation, les problèmes des jeunes et la criminalité. Ces problèmes d'intégration se révèlent insolubles, dans la deuxième et même la troisième génération, en particulier parmi les groupes ayant une grande différence culturelle avec les Pays-Bas.

Rapatriment de la politique migratoire

Au cœur du problème, les traités internationaux signifient que les Pays-Bas ne peuvent guère sélectionner les immigrants en termes de connaissances et de compétences. Le droit d'asile et les traités européens empêchent cela. Par conséquent, de nombreux immigrants à faible potentiel viennent aux Pays-Bas, beaucoup comme demandeurs d'asile non invités. La solution est le 'rapatriement de la politique migratoire' de l'Union européenne vers les Etats membres. Ensuite, les Pays-Bas pourront à nouveau sélectionner à la frontière. La clé de cette solution réside dans l'Union européenne.

La Hollande, c'est 17,5 millions d'habitants, la France 68 millions.

La Hollande c'est 2,6 millions d'immigrés, la France 7 millions.

Un eurodéputé RN résume les coûts et extrapole pour la France...

<https://resistancerepublicaine.com/wp-content/uploads/2023/12/une-etude-universitaire-hollandaise-chiffre-a-1000-milliards-le-cout-de-limmigration-au---cela-ferait-3000-milliards-en---combien-vont-couter-.mp4>

La Hollande, c'est 17,5 millions d'habitants, la France 68 millions.

La Hollande c'est 2,6 millions d'immigrés, la France 7 millions.